

PEPINSTER. — Un arrêté ministériel du 12 novembre 2001 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Pepinster, tel qu'il a été adopté par la délibération du 21 juin 2001 du conseil communal de Pepinster, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Pepinster.

PLOMBIERES. — Un arrêté ministériel du 30 novembre 2001 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Plombières, tel qu'il a été adopté par la délibération du 21 mai 2001 du conseil communal de Plombières, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Plombières.

SPRIMONT. — Un arrêté ministériel du 14 décembre 2001 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal d'aménagement dit « zone d'activité économique mixte de Damre » à Sprimont, en dérogation au plan de secteur de Huy-Waremme.

STAVELOT. — Un arrêté ministériel du 30 novembre 2001 approuve le nouveau règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Stavelot, tel qu'il a été adopté par la délibération du 29 mars 2001 du conseil communal de Stavelot, sous réserve des observations faites aux articles 5 et 6.

Le règlement peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Stavelot.

STAVELOT. — Un arrêté ministériel du 30 novembre 2001 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Stavelot, tel qu'il a été adopté par la délibération du 29 mars 2001 du conseil communal de Stavelot, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Stavelot.

VILLERS-LE-BOUILLET. — Un arrêté ministériel du 30 novembre 2001 approuve le nouveau règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Villers-le-Bouillet, tel qu'il a été adopté par la délibération du 24 avril 2001 du conseil communal de Villers-le-Bouillet.

Le règlement peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Villers-le-Bouillet.

VILLERS-LE-BOUILLET. — Un arrêté ministériel du 30 novembre 2001 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Villers-le-Bouillet, tel qu'il a été adopté par les délibérations du 24 avril 2001 et 29 mai 2001 du conseil communal de Villers-le-Bouillet, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Villers-le-Bouillet.

[C - 2002/27027]

Protection du patrimoine

ANTHISNES. — Un arrêté ministériel du 28 novembre 2001 classe comme monument les façades, toitures et charpentes, le perron, la cage d'escalier à l'intérieur, les cheminées de la salle de réception du château de Villers-aux-Tours ainsi que le pont en pierre reliant le château à la ferme et les façades et toitures de ladite ferme à Anthignes sis rue Fecher 20, conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Une zone de protection est établie aux alentours conformément aux dispositions de l'article 209 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 12 décembre 2001 classe comme monument la villa « L'Aube » de Gustave Serrurier-Bovy, sise avenue de Cointe 2, ainsi que la barrière du jardin, conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Une zone de protection limitée au jardin est établie, conformément aux dispositions de l'article 209 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.